

NON à une explosion des prix



Votations fédérales
du 9 février 2025



NON

À L'INITIATIVE IRRESPONSABLE !

NON

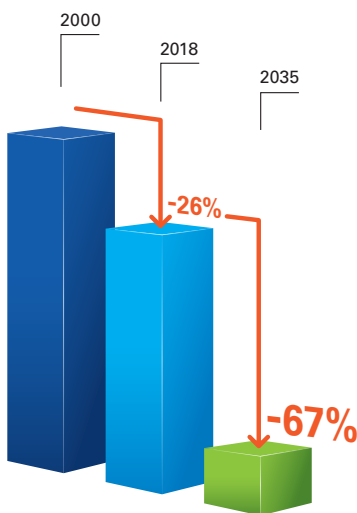
à l'initiative des Verts

► De quoi s'agit-il ?

L'initiative populaire « Pour une économie responsable dans les limites planétaires (initiative pour la responsabilité environnementale) » obligerait la Suisse à réduire son impact sur l'environnement d'environ 67 % en 10 ans.

► Un calendrier irréaliste

Ce délai de seulement 10 ans est beaucoup trop court. Entre 2000 et 2018, la Suisse a réussi à réduire son empreinte environnementale de 26 %. Avec cette initiative, nous serions toutes et tous contraints de la réduire de plus de deux tiers d'ici 2035. C'est irréaliste et irresponsable.



Une réduction de 67% en 10 ans est irréaliste et irresponsable.

Source: Treeze GmbH & EBP Schweiz AG. (2022). Evolution des empreintes environnementales par personne entre 2000 et 2018. Sur mandat de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV).

► Une initiative inutile

La Suisse a déjà réussi à découpler croissance économique et consommation de ressources. Notre pays est sur la bonne voie et doit maintenir ses ambitions et ses efforts. C'est pour cela que cette initiative n'est pas nécessaire, car l'objectif est déjà ancré dans l'article 73 de la Constitution fédérale.

NON

à une explosion des prix

Une réduction de 67 % de notre empreinte environnementale en seulement 10 ans est impossible sans des restrictions drastiques en matière de consommation ou de production, l'introduction de nouvelles taxes et réglementations, ou encore la mise en place d'interdictions.

Ce renoncement forcé de la consommation toucherait autant les entreprises que les particuliers. Dans les domaines de l'alimentation, du logement et de la mobilité notamment, des restrictions importantes seraient inévitables.

► Effondrement du pouvoir d'achat

Avec l'initiative, les prix des loyers et du chauffage exploseraient, tout comme ceux des denrées alimentaires. La viande et les produits laitiers, mais aussi les fruits importés ou le café deviendraient des produits de luxe.

Le pouvoir d'achat diminuerait massivement et toucherait les plus faibles socialement. Et c'est la classe moyenne qui devrait payer l'addition, car les riches quitteraient le pays pour échapper à un mode de vie forcé.



« Cette initiative imposerait des interdictions et restrictions massives, conduisant à une hausse démesurée des prix. NON à une initiative irresponsable, destructrice du pouvoir d'achat et de la cohésion sociale ».

SIMONE de MONTMOLLIN
conseillère nationale
PLR/GE

NON

NON à un mode de vie forcé

L'initiative obligerait les citoyens à modifier drastiquement leur comportement. Tous seraient contraints de modifier leur style de vie, de vacances et de loisirs. Les logements deviendraient plus petits, les menus moins fournis, la mobilité massivement réduite. L'initiative mettrait ainsi fin au confort et à la prospérité à laquelle nous étions habitués jusqu'à présent.

► La Suisse est un pays développé

Aujourd'hui, seuls des États comme l'Afghanistan, Haïti ou Madagascar répondent aux exigences de l'initiative. Cela s'explique par leur faible niveau de développement, leur mode de vie modeste, et non par une utilisation efficace des ressources. La Suisse doit poursuivre avec courage, mais de façon mesurée, sur la voie qui a fait ses preuves.

► Des emplois menacés

Les entreprises seraient également menacées par des mesures coercitives et des taxes extrêmes. Le nouveau flot de réglementations saperait la compétitivité et mettrait en danger les accords de libre-échange. L'existence même de certaines entreprises serait en jeu.



NON

recommandé par une large alliance

- ▶ le Conseil fédéral
- ▶ le Parlement

Tous les conseillers nationaux et aux Etats :

- ▶ PEV
- ▶ PLR
- ▶ Vert'libéraux
- ▶ Centre
- ▶ UDC

- ▶ economiesuisse
- ▶ Union suisse des arts et métiers usam
- ▶ Union suisse des paysans
- ▶ Fédération romande immobilière
- ▶ GastroSuisse et HotellerieSuisse

Les émissions dues aux carburants devraient être réduites de 90% en 10 ans. Les prix de l'essence et du diesel exploseraient. Des interdictions de circuler ou des taxes beaucoup plus élevées sur les véhicules à moteur pourraient également être mises en place.



NON

à l'initiative irresponsable

- ▶ **NON** à une explosion des prix
- ▶ **NON** à une réduction drastique de la consommation
- ▶ **NON** à une baisse de la production alimentaire
- ▶ **NON** à un changement de mode de vie imposé
- ▶ **NON** à des logements plus petits
- ▶ **NON** aux restrictions de voyages et de loisirs
- ▶ **NON** à la désindustrialisation et à la suppression d'emplois
- ▶ **NON** à une perte massive de pouvoir d'achat

**Soutenez
notre
campagne !**

